



Marseille, 5 décembre 2017

Déclaration du SNJ-CGT la Marseillaise au comité départemental UD CGT 13 (Port-de-Bouc)

La section SNJ-CGT *La Marseillaise* vous informe des suites données après l'Assemblée générale des salariés qui s'est déroulée le jeudi 30 novembre 2017 notamment en présence de Emmanuel Vire, secrétaire général SNJ-CGT, Pascal Lefebvre secrétaire fédéral de la Filpac-CGT, Pascal Le Boulch, responsable national de la communication Filpac-CGT, Olivier Mateu, secrétaire général de l'UD CGT 13.

Nous avons été invités à participer au comité départemental réunissant 250 délégués organisé par l'UD CGT 13 qui se tenait à Port-de-Bouc. Ci-dessous, notre prise de parole lue par Nathalie Pioch, secrétaire adjointe de la section, devant les congressistes pour éclairer sur la situation du journal.

Bonjour à toutes et tous,

Le SNJ-CGT la Marseillaise remercie L'UD CGT 13 pour son invitation que nous honorons bien volontiers.

Toute l'année, *La Marseillaise* relaye vos luttes, vos mobilisations, vos propositions et parfois vos victoires.

Aujourd'hui, c'est notre tour de vous éclairer sur les combats que nous portons au sein du journal.

En 2012, l'entreprise a procédé à des départs volontaires ce qui n'a pas empêché l'entreprise d'être vendue sur appel d'offres après un premier redressement en 2014. Quand la société éditrice Les Editions des Fédérés a repris le journal en avril 2015, on était 208 salariés.

Cette reprise s'est accompagnée de 91 licenciements, dont toute l'équipe de l'imprimerie et tous les photographes.

Mais nous sommes de nouveau en redressement judiciaire depuis le 28 novembre 2016.

Nous avons connu un PSE en février 2017 qui s'est soldé encore par 25 licenciements.

Aujourd'hui, si on compte les licenciements et les départs à la retraite non renouvelés, il reste 89 salariés pour toute la zone de diffusion, c'est à dire Hérault, Gard, Vaucluse, Alpes de Haute-Provence et bien sûr les Bouches-du-Rhône. J'ajoute que nous avons connu trois directeurs généraux en deux ans.

Cela a des conséquences : restructurations successives des éditions, fermetures d'agences (pour le 13, Arles et Miramas, et il ne reste plus qu'un journaliste nomade par ville, c'est à dire Aix, Gardanne, La Ciotat et Aubagne. Il ne reste plus que l'agence de Martigues).

Tout ça sans produire de changement pour satisfaire nos lecteurs, nos partenaires et nos annonceurs. Nous l'avons déjà fait savoir.

Notre priorité demeure la préservation des emplois au sein d'un plan de redressement que la direction doit présenter le 10 janvier devant le tribunal de commerce de Marseille.

Et pour tout dire, nous craignons une nouvelle saignée dans les effectifs prochainement, ce qui serait catastrophique. D'ailleurs, les AJ eux-mêmes ont souligné dans leur dernier rapport pour l'audience du 15 novembre au tribunal, qu'on était arrivé au bout de la restructuration.

Et nous connaissons nous aussi, comme nombre de syndicalistes, des difficultés à faire entendre la voix des salariés dans la gouvernance de l'entreprise. **La situation du journal ne cesse de se dégrader et les conditions de travail avec elle.**

Les actionnaires, qui ont été renouvelés sans consultation, se gardent de tout échange sur le devenir de l'entreprise avec les salariés et leurs représentants. Ce qui intensifie l'inquiétude en interne.

Lors de la dernière AG des salariés qui s'est tenue jeudi, les instances nationales de la Filpac et du SNJ-CGT ainsi que l'UD 13 ont décidé d'exiger un rendez-vous avec la direction et les actionnaires pour mettre les cartes sur la table.

Car nous risquons une rupture de trésorerie à la mi-février.

Malgré les plans successifs, nous avons cumulé en 2 ans 6,5 millions de dette. Comme nous l'avons si souvent écrit, les salariés ne doivent pas être une simple variable d'ajustement. Nous avons des expertises, des savoir-faire. Il y a des possibilités de développement qui n'ont pas encore été exploitées. Nous sommes soutenus par les instances nationales du SNJ-CGT et de la Filpac. Et nous savons que des portes peuvent s'ouvrir, notamment à Paris.

Nous redoutons un nouveau plan social qui signerait la fin du quotidien *La Marseillaise*.

On ne peut omettre une spécificité du journal qui vient de fêter ses 74 ans-car né le 1er décembre 1943 sous le manteau à Aix en Provence : ce quotidien régional fondé par la Résistance est le relais des mouvements sociaux et citoyens.

Mais notre survie dépend en partie de vous. Nous avons tous besoin ici de rendre aux salariés la visibilité qui leur est due en protégeant leurs droits et la redistribution des richesses qu'ils créent.

Nous vous appelons à soutenir le combat des salariés parce qu'ils semblent à ce jour les seuls à vouloir maintenir le journal dans sa forme quotidienne, à préserver l'emploi et à garantir une présence à vos côtés dans vos combats.

Le SNJ-CGT *La Marseillaise*